Policy Brief No. 1

Enquête CCC auprès de la population

La prévention des crises en Suisse

La présente enquête montre comment la population suisse évalue les risques de futures crises, comment elle y est préparée et ce qu'elle attend de la politique et des autorités. Il en ressort des indications concrètes pour la mise en place de mesures de prévention des crises et en cas de crises graves.

Les principaux résultats de l'étude en un coup d'œil

- La population suisse estime qu'il est assez probable que de futures crises mondiales touchent directement la Suisse.
- En Suisse, la préparation individuelle aux situations de crise peut être améliorée. L'écart entre les connaissances et l'application est important. Les individus les plus vulnérables sont les personnes ayant un niveau d'éducation inférieur et un revenu modeste, les plus jeunes, les familles monoparentales et les personnes étrangères. En Suisse alémanique, les mesures de prévention des crises sont davantage ancrées qu'en Suisse romande ou italienne.
- La population suisse attend des instances politiques des mesures actives de prévention des crises. Les différents objectifs doivent être évalués, mais la population considère la sécurité comme la priorité absolue.
- Dans l'ensemble, la population accepte les limitations des droits civils en cas de crise lorsqu'il s'agit de protéger des vies humaines.

Éditorial

Nous vivons dans une période de grande incertitude. Les défis planétaires tels que le changement climatique, les pandémies, les conflits armés, le terrorisme ou les risques liés aux nouvelles technologies provoquent des crises dans différentes régions du monde et font l'objet de débats sociétaux et politiques. Bien que la nature et l'ampleur exactes des futures crises soient difficiles à prédire, ces défis mondiaux pourraient toucher directement ou indirectement la Suisse dans les années à venir. L'enquête CCC auprès de la population montre comment la population suisse perçoit les différents scénarios de crise, à quel point elle est préparée à de tels événements et ce qu'elle attend de la prévention des crises et des mesures de prévention de l'État.

Conception de l'étude
L'enquête CCC a été réalisée entre le **31 mars et le 27 avril 2026** auprès de 4057 participantes et participants.

L'échantillon est **représentatif** de la population suisse en termes de région linguistique, de genre et d'âge des personnes interrogées. En outre, nous pondérons les résultats en fonction des orientations politiques des personnes interrogées.

Nous utilisons des méthodes expérimentales innovantes, notamment de type «survey» et de type «list».

Le CCC
L'UZH Center for Crisis Competence étudie les causes, les dynamiques et les conséquences de crises ainsi que l'efficacité des approches de solutions. Il mène ces recherches de manière interdisciplinaire, en collaboration avec des chercheurs des sept facultés de l'Université de Zurich, et transdisciplinaire, en collaboration avec l'État et le milieu politique. L'enquête auprès de la population fait partie du projet théorie-pratique du CCC intitulé «Agora – Städtische Krisenkompetenz» (Agora – Compétences urbaines en cas de crise).

Éditorial 2

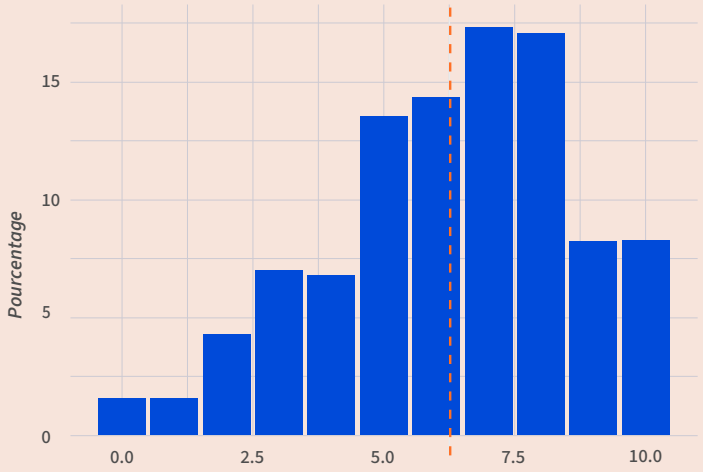
Questions 1 à 4 3

Mesures recommandées 8

Annexe 9

Question 1
Selon la population, quelle est la probabilité que des crises mondiales touchent la Suisse à l'avenir?

L'enquête CCC révèle que la population suisse considère, dans l'ensemble, les futures crises comme plutôt probables. La figure 1 montre, sur une échelle de 0 (très improbable) à 10 (très probable), dans quelle mesure les personnes interrogées estiment probable que différents types de crises touchent directement la Suisse dans les années à venir et y déclenchent une situation de crise. La moyenne des évaluations s'élève à 6,3 (plutôt probable). Tous les types de crises sont considérés comme plutôt probables, mais les sondés estiment que les pandémies et les attaques hybrides sont les plus probables, suivies des dangers naturels et des crises liées à l'intelligence artificielle et aux technologies. Le terrorisme est jugé comme le risque le moins probable en Suisse. Les différences entre les évaluations sont grandes: en particulier les personnes plus âgées, celles ayant un niveau de formation supérieur et les couples sans enfants pensent que des crises sont plutôt probables à l'avenir en Suisse (cf. Annexe I pour les évaluations détaillées).

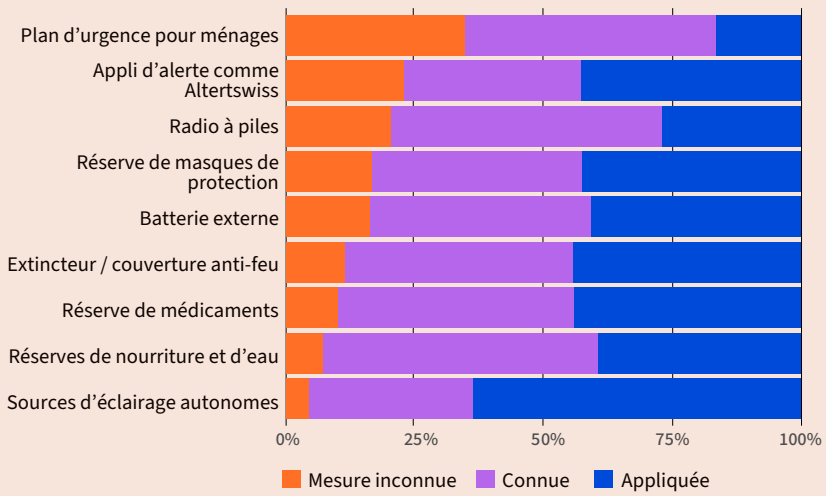


Évaluation de la probabilité des crises sur une échelle de 0 = très improbable à 10 = très probable. La ligne rouge indique la moyenne.

Figure 1: Probabilité perçue des crises

Les résultats indiquent que la population perçoit les futures crises comme un risque non pas abstrait, mais réaliste.

Figure 2: Connaissance et application de différentes mesures de prévention des crises



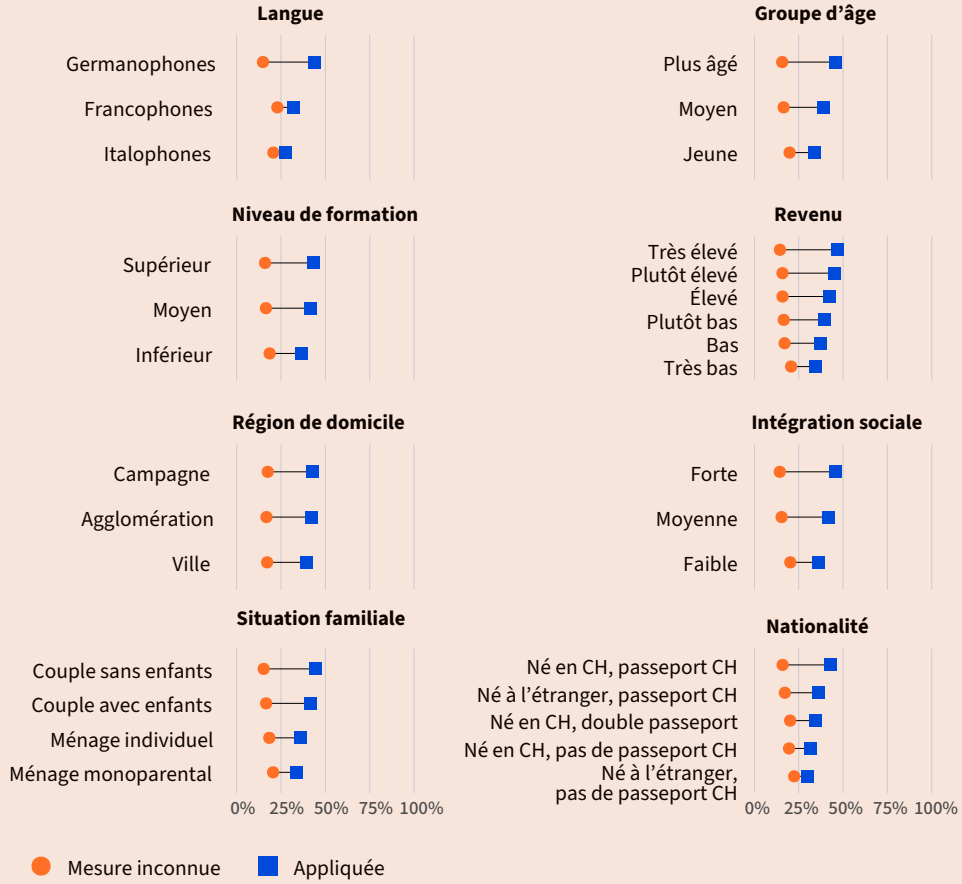
Question 2
À quel point la population suisse est-elle préparée aux crises?

Dans quelle mesure la population suisse connaît-elle les différentes mesures de prévention et les applique-t-elle? La figure 2 montre que la population suisse connaît un grand nombre de mesures de prévention des crises, mais ne les met pas en œuvre dans son propre foyer. Les écarts entre les différentes mesures sont importants: la plupart des ménages possèdent des sources d'éclairage autonomes, tandis que seule une minorité dispose de réserves d'urgence de nourriture et d'eau et d'une radio à piles. Moins d'un cinquième des ménages a établi un plan d'urgence. Les résultats diffèrent considérablement entre les groupes de population (figure 3). Les personnes ayant un niveau de formation inférieur et un bas revenu, les personnes socialement moins intégrées, les familles monoparentales, les jeunes et les personnes étrangères connaissent moins les mesures de prévention des crises et les appliquent plus rarement. En outre, les différences entre les régions linguistiques sont importantes: en Suisse alémanique, les mesures de prévention des crises sont davantage ancrées qu'en Suisse romande ou italienne.

Sensibilisation aux situations de crise

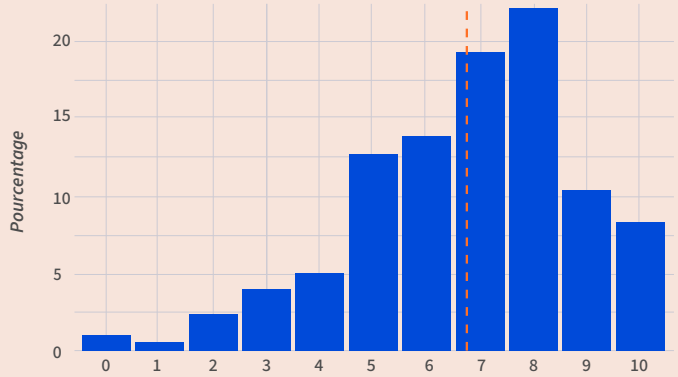
L'enquête de CCC indique que la population suisse est dans l'ensemble plutôt confiante lorsqu'il s'agit de trouver des informations fiables en cas de crise (figure 4). À l'affirmation «En situation de crise, je sais où je peux m'informer», le score moyen est de 6,8 sur une échelle de 0 à 10. En même temps, les différences sont grandes: tandis que certains se sentent bien

Figure 3: Connaissance et application des mesures de prévention des crises selon les groupes de population



Le graphique montre dans quelle mesure les groupes de personnes interrogés connaissent et ont appliqué les mesures de prévention.

préparés, d'autres doutent de pouvoir trouver les bonnes informations en situation de crise.
Là encore, les écarts entre les groupes de population sont nets (figure 5). Les jeunes, les personnes à bas revenu, les personnes moins intégrées socialement et qui ne sont pas de nationalité suisse sont généralement moins confiantes lorsqu'il s'agit de trouver des informations fiables en cas de crise. De plus, l'affirmation se vérifie une nouvelle fois davantage en Suisse alémanique qu'en Suisse romande et au Tessin. Il s'avère donc que les groupes de personnes qui ont adopté moins de mesures de prévention dans leur propre ménage savent aussi moins bien où trouver des informations fiables en cas de crise grave.

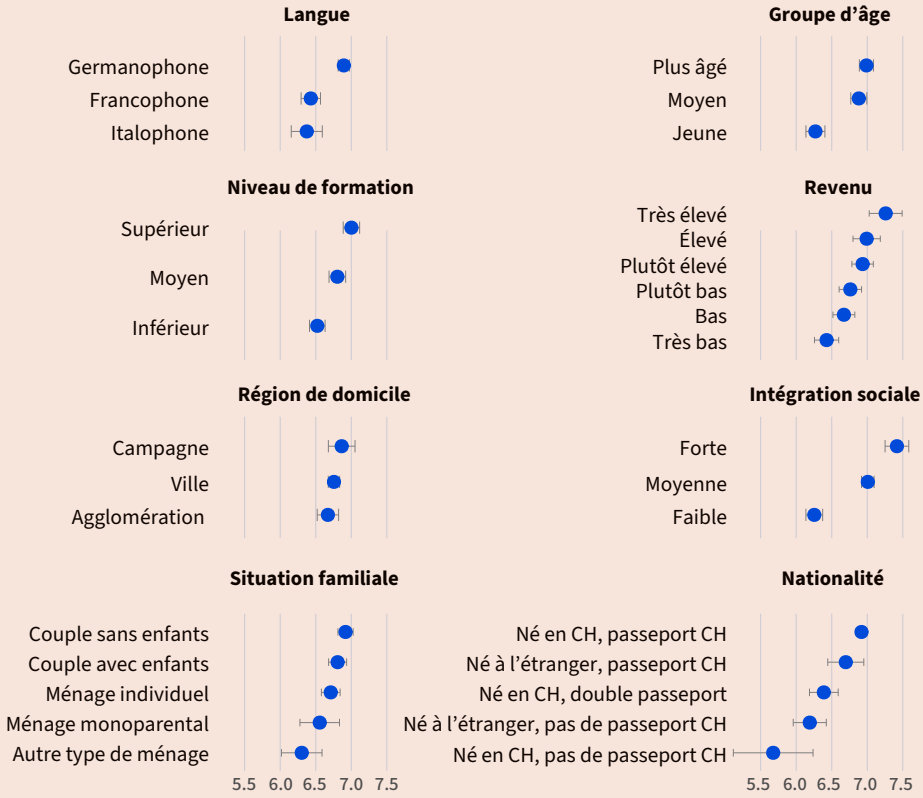


Réponse à l'affirmation *«En situation de crise, je sais où je peux m'informer»*. 0 = pas du tout d'accord, 10 = entièrement d'accord
La ligne rouge indique la moyenne.

Figure 4: Accès aux informations en cas de crise

Les groupes de population à bas revenu, ayant un niveau de formation inférieur et les jeunes sont particulièrement vulnérables.

Figure 5: Accès aux informations en cas de crise par groupes de population

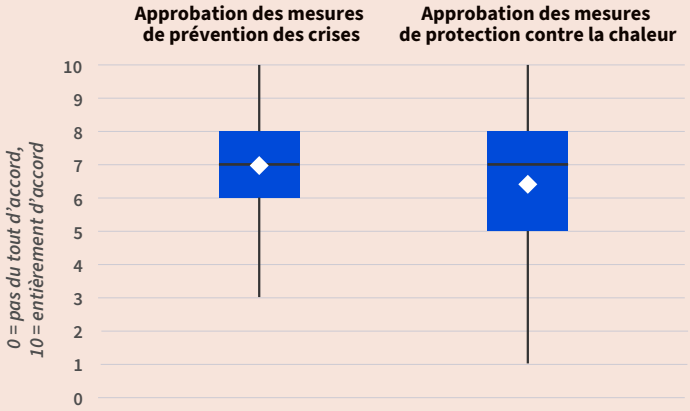


Moyenne du niveau d'approbation à l'affirmation *«En situation de crise, je sais où je peux m'informer»* (0 = pas du tout d'accord, 10 = entièrement d'accord).
Point bleu: moyenne, lignes noires: intervalles de confiance de 95%.

Question 3
En matière de prévention des crises, qu'attend la population suisse de la politique?

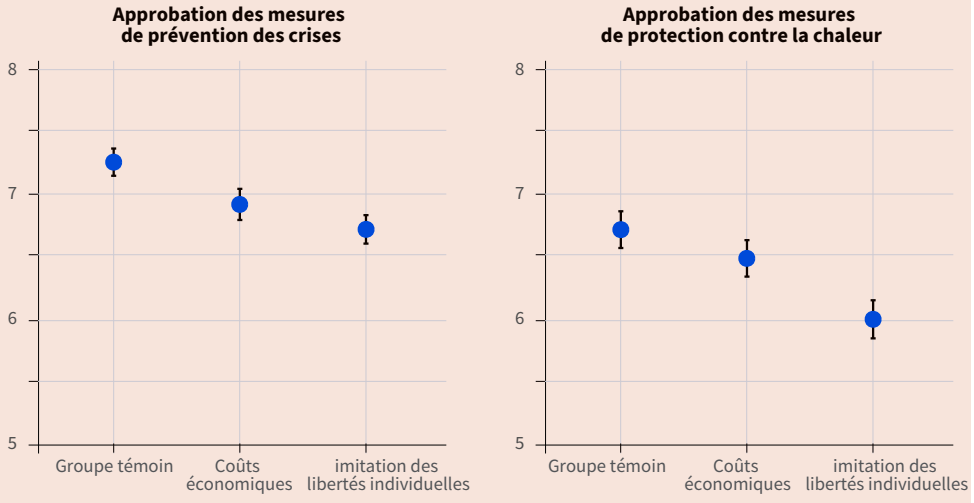
Selon l'enquête CCC, une majorité de la population suisse est favorable à ce que l'État instaure des mesures actives de prévention des crises (figure 6). Cela vaut tant pour les mesures de prévention concernant les crises mondiales que pour les mesures de protection contre la chaleur particulièrement importantes compte tenu des vagues de chaleur toujours plus fréquentes. Le graphique de gauche de la figure 6 montre que l'approbation des mesures de prévention de l'État est élevée avec une moyenne de 7 sur une échelle de 0 («pas du tout d'accord») à 10 («entièrement d'accord»). La population approuve aussi largement les interventions ciblées de l'État dans des situations de crise graves. Le graphique de droite de la figure 6 indique que la majorité de la population est plutôt favorable à des mesures obligatoires de protection contre la chaleur pour préserver la santé (moyenne: 6,4).

Il est par ailleurs intéressant de constater que le niveau d'approbation reste relativement élevé, même lorsque les coûts éventuels de telles interventions de l'État sont explicitement mentionnés. Nous avons soumis, de manière aléatoire, à un tiers des personnes interrogées un texte complémentaire indiquant soit les coûts économiques de ces mesures étatiques, soit les possibles limitations des libertés individuelles et des droits civils. L'avantage de cette approche aléatoire est que nous pouvons attribuer les écarts de niveaux d'approbation directement au texte complémentaire et non aux différences entre les personnes interrogées. Cet approche a permis d'analyser l'impact des coûts et des limitations sur le niveau d'approbation. Les résultats de la figure 7 indiquent qu'en mettant l'accent sur les coûts économiques et les éventuelles atteintes aux droits civils, l'approbation des mesures étatiques de prévention des crises baisse légèrement, mais se maintient dans l'ensemble à un niveau élevé. Les graphiques de l'annexe II montrent en outre comment les différents groupes de population réagissent aux coûts liés aux mesures de prévention des crises.



Le losange blanc indique le niveau d'approbation moyen, la ligne noire représente la médiane et le rectangle englobe les 50% moyens de toutes les réponses.

Figure 6: Niveau d'approbation moyen à la prévention des crises de l'État



Les points indiquent le niveau d'approbation moyen des mesures, barres noires = intervalles de confiance à 95%.

Figure 7: Niveau d'approbation moyen à la prévention des crises et à la protection contre la chaleur lorsque ni les coûts économiques ni la limitation des libertés de ces mesures ne sont mentionnés

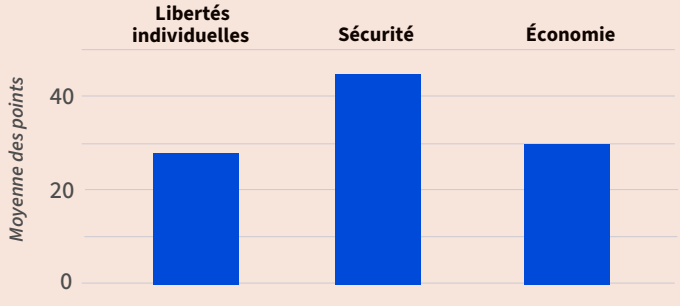
Question 4
Comment concilier les biens économiques en situation de crise?

Les situations de crises peuvent entraîner des conflits d'objectifs délicats, notamment lorsque les libertés individuelles sont limitées pour protéger la collectivité ou que les interventions de l'État engendrent des coûts économiques. Afin d'évaluer la pondération de ces conflits d'objectifs dans la prévention des crises, les personnes interrogées dans le cadre de l'enquête CCC auprès de la population ont été priées de répartir 100 points entre les objectifs «Protection de la sécurité de la population», «Garantie de la stabilité économique» et «Protection des libertés individuelles». Plus un objectif obtenait de points, plus son importance était jugée élevée. Les résultats de la figure 8 montrent que dans une pesée des intérêts liée aux mesures de prévention des crises, la sécurité est considérée comme la première priorité, loin devant la stabilité économique et la protection des libertés individuelles. En d'autres termes, la population suisse estime que la sécurité de la population est la priorité absolue en cas de crise.

La priorisation de la sécurité se reflète également dans la disposition, en moyenne plutôt élevée, de la population suisse à accepter des limitations des droits civils en situation de crise grave. Comme le montre la figure 9, la population suisse approuve dans une large mesure les limitations des droits civils en cas de crise grave, mais les différences entre les groupes de population sont importantes. L'annexe III explique ces différences en fonction des types de crises et des groupes de population et montre que la population urbaine et les personnes plus âgés sont plus enclines à accepter les limitations des droits civils en situation de crise. En conclusion, la population suisse est, en cas de crise, prête à faire des compromis dans l'intérêt de la sécurité générale.

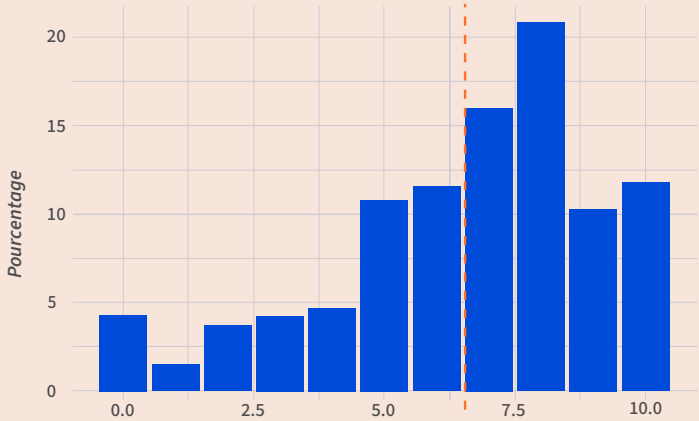
Les résultats indiquent que les décisions politiques en matière de prévention des crises sont largement acceptées, pour autant qu'elles servent à protéger la population.

Figure 8: Priorisation des différents objectifs dans le cadre de la prévention des crises



Les personnes interrogées devaient répartir 100 points entre trois objectifs (libertés individuelles, sécurité et économie) selon leur importance dans le cadre des mesures de prévention des crises.

Figure 9: Disposition à accepter des limitations des droits civils en cas de crise grave



Disposition à accepter des limitations des droits civils et des libertés individuelles en cas de crise. De 0 = aucune limitation à 10 = limitation importante. La ligne rouge indique la moyenne.

Mesures recommandées
à l'intention des décideurs politiques

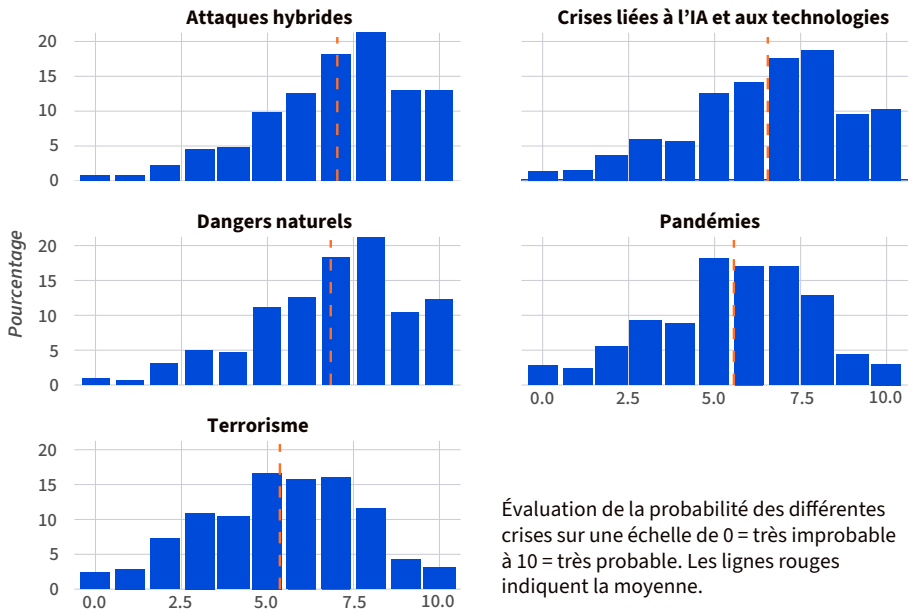
Les résultats de l'enquête CCC auprès de la population révèlent que la population suisse perçoit les crises mondiales comme une menace réelle et qu'elle attend de la politique et des autorités un engagement actif dans la prévention des crises. En parallèle, il existe un écart notable entre la connaissance des mesures de prévention individuelles et leur application.

Les groupes de population socialement et structurellement défavorisés présentent des lacunes importantes, de sorte qu'un soutien ciblé s'avérerait particulièrement utile. Les stratégies possibles dans ce domaine englobent des conditions cadre claires et une communication compréhensible en plusieurs langues et adaptée aux groupes cibles, qui s'adresse avant tout aux personnes ayant un niveau de formation inférieur et un bas revenu, aux jeunes, aux familles monoparentales et aux personnes étrangères. Outre une communication adaptée aux groupes cibles, il est également pertinent de développer ou d'adapter les mesures de prévention des crises en collaboration avec les groupes jusqu'à présent les moins préparés. Compte tenu des lacunes importantes entre les connaissances et l'application, il serait par ailleurs indiqué de tenir davantage compte des enseignements issus des sciences du comportement.

Les villes et les communes peuvent soutenir les stratégies nationales en proposant des offres de prévention locales, des informations et offres de soutien facilement accessibles ainsi qu'une approche ciblée des groupes vulnérables. L'enquête CCC indique que la population accorde une priorité élevée à la protection des vies humaines et qu'elle est, en situation de crise, disposée à accepter des mesures contraignantes. Ce constat laisse une marge de manœuvre aux décisions politiques visant à réduire le risque de crises en Suisse et à renforcer durablement l'anticipation et la capacité d'agir de l'État comme de la population.

- **Communiquer les mesures de prévention de manière compréhensible, en plusieurs langues et en fonction des groupes cibles.**
- **Tenir compte en particulier des personnes ayant un niveau de formation inférieur et un bas revenu, des jeunes, des familles monoparentales et des personnes étrangères.**
- **Ancrer autant que possible les offres de prévention des crises au niveau local et les rendre facilement accessibles.**
- **Poursuivre le développement des mesures en intégrant les groupes plus difficiles à atteindre.**
- **Améliorer l'intégration des enseignements issus des sciences du comportement.**

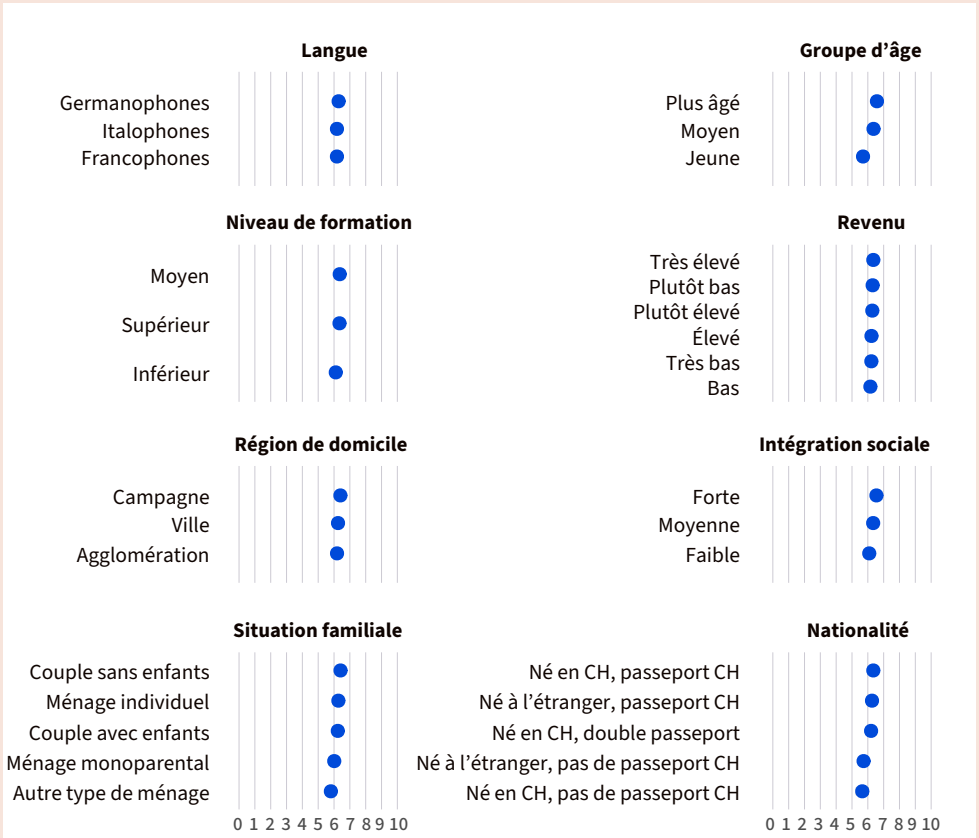
Annexe I



Évaluation de la probabilité des différentes crises sur une échelle de 0 = très improbable à 10 = très probable. Les lignes rouges indiquent la moyenne.

Figure A1:
Perception de la probabilité des crises selon les types de crise

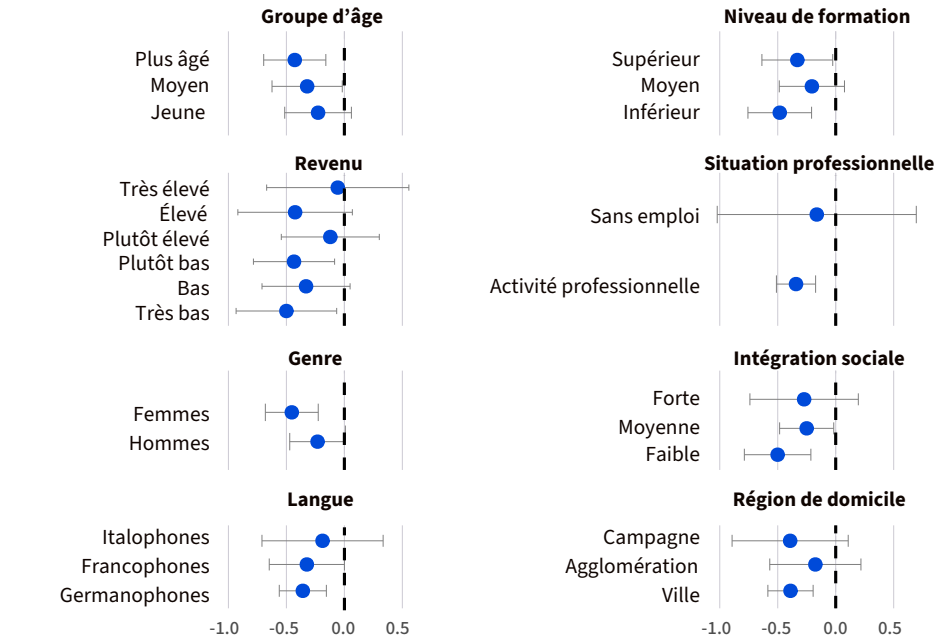
Figure A2:
Perception de la probabilité des crises selon les groupes de population



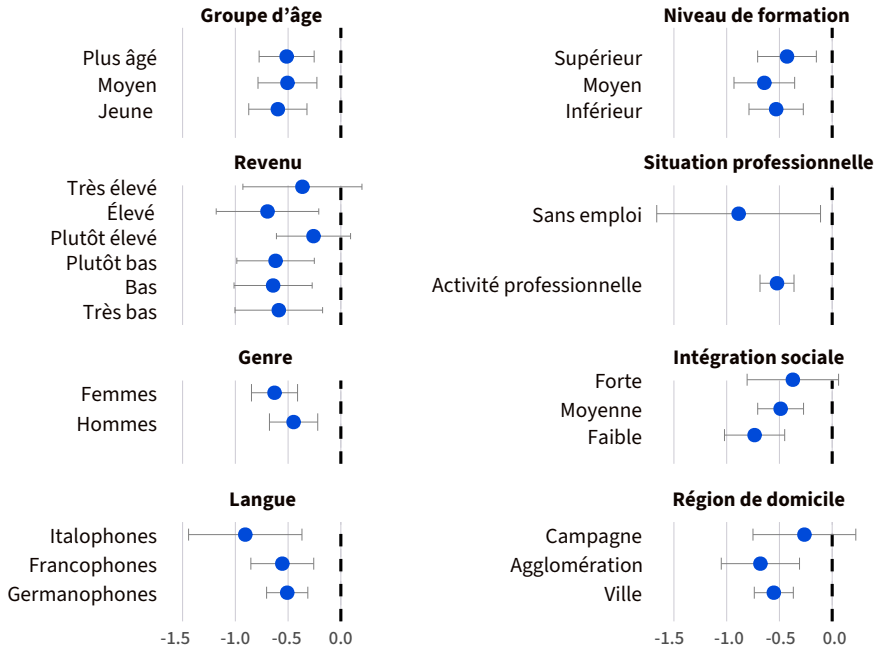
Le graphique indique la probabilité moyenne perçue des crises, répartie par groupes de population tous types de crises confondus.
Évaluation sur une échelle de 0 = très improbable à 10 = très probable.

Annexe II

Figure A3: Impact des coûts économiques sur l'approbation de la prévention des crises par groupes de population



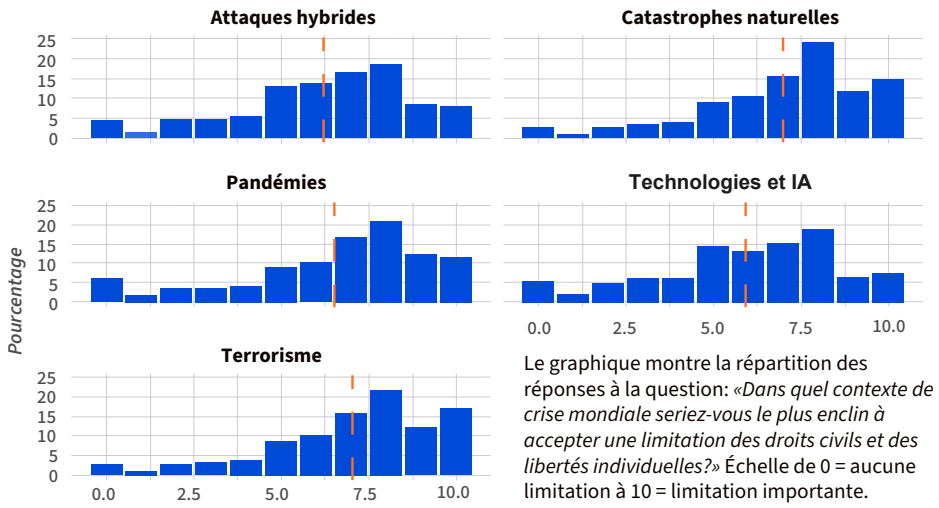
Le graphique montre l'impact de l'information complémentaire relative aux coûts économiques sur le soutien aux mesures de prévention des crises au sein des différents groupes de population. Chaque point représente la différence par rapport au groupe témoin. Les barres indiquent la fourchette dans laquelle l'effet réel se situe très probablement (intervalle de confiance à 95%).



Le graphique montre l'impact de l'information complémentaire relative aux coûts économiques sur le soutien aux mesures de prévention des crises au sein des différents groupes de population. Chaque point représente la différence par rapport au groupe témoin. Les barres indiquent la fourchette dans laquelle l'effet réel se situe très probablement (intervalle de confiance à 95%).

Figure A4: Impact des limitations des droits civils sur l'approbation de la prévention des crises par groupes de population

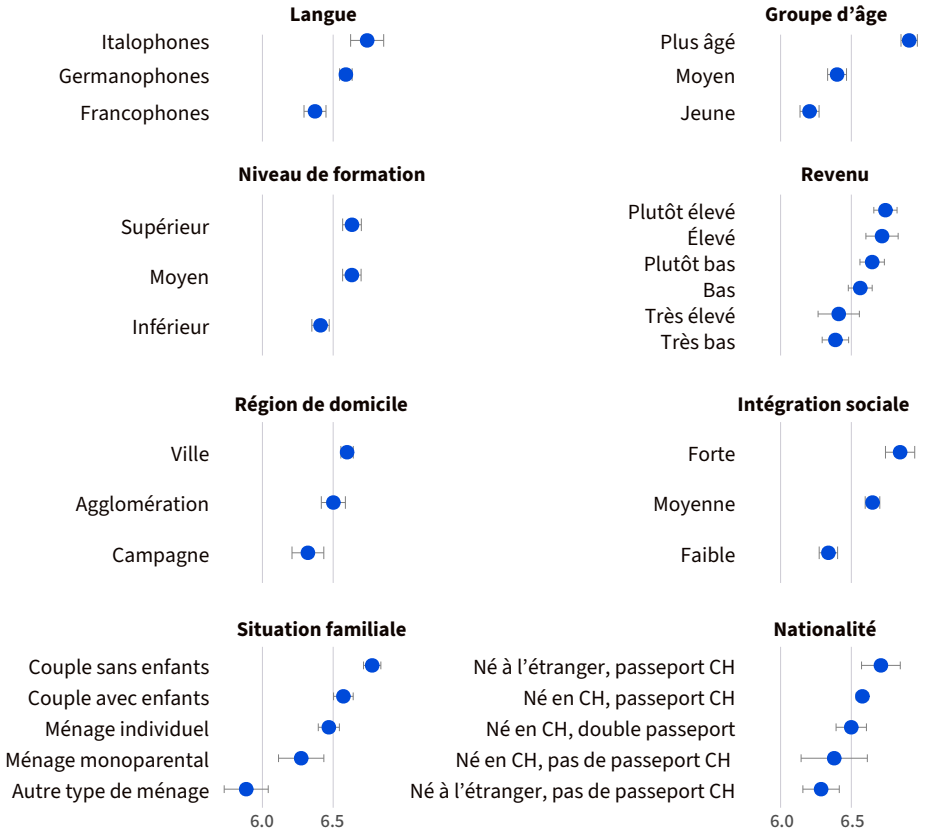
Annexe III



Le graphique montre la répartition des réponses à la question: «*Dans quel contexte de crise mondiale seriez-vous le plus enclin à accepter une limitation des droits civils et des libertés individuelles?*» Échelle de 0 = aucune limitation à 10 = limitation importante.

Figure A5: Disposition à accepter des limitations des droits civils selon les types de crise

Figure A6: Disposition à accepter des limitations des droits civils en cas de crise selon les groupes de population



Disposition moyenne à accepter les limitations des droits civils et des libertés individuelles en cas de crises graves, tous types de crises confondus.
Échelle de 0 = aucune limitation à 10 = limitation importante.

Impressum
Auteur·e·s de l'étude: Christoph Valentin Steinert, Prof. Stefanie Walter, Medea Fux
Traduction: Nadja Marusic, www.textmania.ch
Design: Rosa Guggenheim, guggenheim.li

Date de publication: 25 septembre 2026
Copyright: 2026, Zentrum für Krisenkompetenz der Universität Zürich

Contacts: christoph.steinert@ipz.uzh.ch, medea.fux@df.uzh.ch, walter@ipz.uzh.ch, office@ccc.uzh.ch

Analyses complémentaires: Les données recueillies dans le cadre de cette enquête permettent d'effectuer d'autres analyses allant au-delà du présent policy brief. Il est par exemple possible de comparer les effets entre différents groupes de population ou d'étudier les liens avec d'autres caractéristiques telles que la confiance dans la politique ou l'aversion au risque. Si vous êtes intéressé·e, vous pouvez contacter les auteur·e·s de l'étude. Nous mettons à votre disposition les jeux de données anonymisés complets.

Remerciements
L'étude a été réalisée par le Zentrum für Krisenkompetenz (CCC) (Centre de compétence en matière de crises) de l'Université de Zurich et fait partie du projet «Agora – Städtische Krisenkompetenz» (Agora – Compétences urbaines en cas de crise), un projet conjoint du CCC et de la ville de Zurich. Nous remercions cordialement la Fondation Mercator Suisse pour son généreux soutien. Nous remercions également les différents services municipaux, l'OFPP et la Fondation Dialogue Risque pour leurs précieux retours et contributions.